

Précarité Pride : « Le modèle de société dans lequel on vit est inadapté »

Jeudi 09 Mai 2013



« Solidarité avec les sans-papiers, avec les mal-logés, avec les affamés » s'exclamaient mardi soir les militants d'une dizaine d'associations régionales. Parti d'Esquirol pour rejoindre le square Charles de Gaulle, le cortège a remonté la rue Alsace Lorraine, rebaptisée symboliquement « rue de la Grande révolte », afin de dénoncer l'accroissement de la précarité.

« Aujourd'hui la précarité c'est plus de 2 millions de travailleurs pauvres, 19% des ménages qui ne sont pas couverts par une complémentaire santé et 1,5 millions de personnes handicapés qui vivent avec moins de 776 euros par mois » rappelle Anne Marie en tête de la manifestation. Pour cette membre de l'association Handicapés de France ainsi que du collectif Ni pauvre ni soumis de Midi-Pyrénées, le message est clair. « Le modèle de société dans lequel on vit est inadapté, asservit les pauvres et enrichit les plus riches » s'irrite-t-elle. Adhérente du Mouvement National des Chômeurs et Précaires, Marie Charlotte signale que « le secteur de l'emploi à Toulouse n'est plus protégé par l'économie aéronautique ». Les derniers chiffres de l'INSEE révèlent une situation économique inquiétante pour le département de Haute Garonne où la précarité financière enregistre une hausse de 5% sur l'année 2011.

« Les ressources pour les personnes handicapées sont insuffisantes »

La condition des personnes en situations de handicap a été une des revendications principales du rassemblement survenu mardi sur la Place Esquirol. « Les entreprises de plus de 20 salariés préfèrent payer une taxe plutôt que de respecter l'obligation d'embaucher 6% de travailleurs handicapés » regrette Jean Philippe qui soutient le Point rencontre chômeurs et précaires de Colomiers. Un contexte qui favorise la précarisation des personnes à mobilité réduite. Pour Gisèle, 62 ans, partisane du Groupement pour l'insertion des personnes handicapés, « les ressources pour ces personnes sont insuffisantes, on est assignés à résidence forcée » explique t-elle. « Aujourd'hui pour se loger, se déplacer, travailler c'est le parcours du combattants ».

Article de Marine Astor

